



**L'Initiative
mondiale pour
l'Afrique occidentale,
centrale et australe**

Renforcer les capacités de préparation et de
lutte contre les déversements d'hydrocarbures

Contribuer à une meilleure protection
du milieu marin dans la région

 **OMI** ORGANISATION
MARITIME
INTERNATIONALE


GIWACAF

ipieca



GIWACAF

Table des matières

Brève histoire du GI WACAF	4
1. Zoom sur la région et ses risques	7
a. Activités pétrolières et gazières	8
b. Accroissement du trafic maritime	10
c. Trafic des navires-citernes	11
d. Accidents dans la région	12
2. Le GI WACAF, un projet de coopération technique qui profite à tous les acteurs de la région	14
3. Mesure des progrès et évaluation des besoins	17
Progrès réalisés	22

Le présent document a été élaboré dans le cadre de l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF) à titre de contribution à la mise en œuvre du plan d'action biennal prévu par cette Initiative. Les désignations utilisées et la présentation du contenu dans le présent document ne sont pas l'expression d'une quelconque opinion de l'OMI ou de l'PIECA concernant le statut juridique de tout État, territoire, municipalité ou zone ni de leurs autorités, ni concernant le tracé de leurs frontières ou limites.

Brève histoire du GI WACAF

Le projet GI WACAF a été lancé en 2006 dans un désir commun de renforcer les capacités de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures de 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe, conformément aux dispositions de la Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (OPRC 90). La Convention OPRC 90 promeut la coopération entre l'industrie et les gouvernements et les encourage à travailler ensemble pour aborder les éléments essentiels à une préparation et une lutte efficaces en cas de déversements d'hydrocarbures.





Le GI WACAF est une initiative conjointe entre l'Organisation maritime internationale (OMI), institution spécialisée des Nations Unies chargée de la sûreté et de la sécurité de la navigation et de la protection du milieu marin, et l'IPIECA, association mondiale de l'industrie pétrolière et gazière pour la promotion des performances environnementales et sociales, créée dans le cadre du programme de l'Initiative mondiale.

Lancée en Afrique du Sud en 1996, l'Initiative mondiale (GI) est un programme global dans le cadre duquel l'OMI et l'IPIECA travaillent ensemble pour encourager et faciliter l'amélioration de la préparation et des capacités de lutte en cas de déversement d'hydrocarbures.

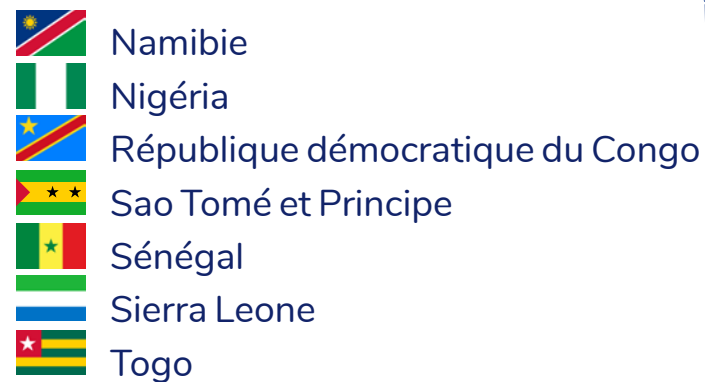
À la suite de plusieurs missions techniques tenues dans la région de l'Afrique occidentale,

centrale et australe, l'OMI et l'IPIECA ont reconnu l'intérêt d'une approche régionale planifiée, financée avec le soutien de l'industrie pétrolière et de l'OMI. Au début de 2005, ces organisations ont exprimé leur souhait d'unir leurs forces pour élaborer un projet pour cette région, pour une période initiale de deux ans. D'autres discussions et développements ont conduit à la création en 2006 de l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF).

Le Projet GI WACAF est soutenu et financé par l'OMI et des compagnies pétrolières membres de l'IPIECA. Par le biais de leur contribution annuelle d'adhésion au GI WACAF, ces entreprises de l'industrie pétrolière et gazière fournissent une partie des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du Projet.



Couverture géographique du projet



1. Zoom sur la région et ses risques

- a. Activités pétrolières et gazières
- b. Accroissement du trafic maritime
- c. Trafic des navires-citernes
- d. Accidents dans la région

a. Activités pétrolières et gazières

La région du GI WACAF¹ est depuis longtemps une zone pétrolifère dynamique. L'exploitation pétrolière dans la région remonte à la fin des années 1950 et, ces vingt dernières années, le golfe de Guinée a connu une croissance importante de ses activités de production et d'exploration pétrolières. Actuellement, l'Afrique est responsable de 8,7 % de la production de pétrole mondiale et détient 7,5 % des réserves connues de la planète. Plus de la moitié de la production pétrolière du continent (en barils par jour) provient de la région du GI WACAF².

Nouvelles zones d'exploration et de production

Le Gabon, le Nigéria et l'Angola ont été parmi les premiers pays producteurs, et bien que les activités pétrolières et gazières se soient longtemps concentrées dans le golfe de Guinée, désormais l'exploration et la production concernent également l'Afrique occidentale et australe.

Les principaux producteurs de la région restent l'Angola et le Nigéria et, dans une moindre mesure, le Gabon et le Congo. Néanmoins, au cours des dix dernières années, plusieurs gisements pétroliers et gaziers importants ont été découverts entre la Mauritanie et la Guinée, une région appelée bassin MSGBC (Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée Conakry). La récente découverte du

gisement de gaz de Grand Tortue Ahmeyim, entre la Mauritanie et le Sénégal, avec un volume de gaz total estimé à 425 milliards de mètres cubes, est un bon exemple de cette évolution³. Des entreprises du secteur s'intéressent également aux perspectives qu'offrent l'Afrique du Sud et la Namibie. Ces dernières années, la Namibie a attiré l'attention d'entreprises pétrolières et gazières qui souhaitent explorer le potentiel de ses gisements au large, qu'on estime comparable à celui du prolifique bassin de Santos, au Brésil. Au large de l'Afrique du Sud a également été découvert un énorme gisement de gaz naturel et de condensats, qui pourrait devenir une nouvelle zone de prospection⁴.

Développement des installations au large

Les nouvelles techniques d'extraction, par exemple des forages en mer plus profonds, ainsi que l'exploitation d'hydrocarbures non conventionnels comme le gaz et le pétrole de schiste, ont également joué un rôle dans l'élargissement des zones géographiques concernées par les activités de prospection et de production pétrolières et gazières. Des ressources localisées dans des bassins isolés et enclavés, auparavant inaccessibles, ne le sont plus. Les techniques d'exploration et

de production en mer jouent un rôle crucial dans le développement de la prospection et de la production dans la région du GI WACAF.

De plus, les pays de la région exportent plus de 50% du pétrole produit⁵, ce qui signifie qu'outre les activités d'exploration et de production, des activités telles que le chargement et le déchargement de pétrole brut et raffiné, ainsi que le trafic maritime accru représentent également des risques potentiels de déversements d'hydrocarbures.

8.7%

De la production de pétrole mondiale

7.5%

Des réserves connues de la planète

References

1. L'expression « région du GI WACAF », utilisée tout au long du texte, fait référence aux 22 pays membres du projet en Afrique occidentale, centrale et australe, tels que représentés sur la Carte 1. **2.** Étude statistique BP 2018. Données pour 2017. **3.** <https://www.bp.com/en/global/corporate/news-and-insights/press-releases/bp-announces-final-investment-decision-for-phase-1-of-the-greater-tortue-ahmeyim-Ing-development.html> **4.** <https://oilprice.com/Energy/Crude-Oil/South-Africa-Oil-Discovery-Could-Be-A-Game-Changer.html> et <https://www.reuters.com/article/namibia-exxonmobil-idUSL5N2274K9> **5.** Benjamin Augé, « L'exploration et la production pétrolière en Afrique depuis 2014. Évolution des acteurs et de leurs stratégies », Notes de l'Ifri, Ifri, mai 2018.

b. Accroissement du trafic maritime

Depuis les années 1970, le commerce maritime a graduellement augmenté pour représenter aujourd'hui entre 80 et 90 % des échanges internationaux. Il continue à s'accélérer, accusant une augmentation des volumes transportés de 4 % en 2017.

Les pays en voie de développement sont devenus d'importants pays exportateurs et importateurs au niveau mondial. Si cette évolution souligne l'importance stratégique des pays en voie de développement de manière générale en tant que moteurs du commerce maritime et révèle leur participation croissante dans la chaîne de valeur mondiale, l'Afrique sort néanmoins du lot. L'importance relative des exportateurs africains traditionnels de marchandises

liquides et de marchandises sèches en vrac diminue et n'a été que partiellement compensée par d'autres sources de matières premières en Afrique. Les pays africains en voie de développement ont réussi, dans une moindre mesure, à participer à la chaîne de valeur mondiale mais dépendent toujours fortement des exportations de matières premières. Toutefois, d'après la CNUCED⁶, bien que la part de l'Afrique dans le transport maritime mondial soit moins importante (notamment en raison du manque d'infrastructures portuaires et des obstacles administratifs), l'écart se réduit progressivement.

Combinée à l'accroissement de la production de pétrole, cette évolution permettra à la région de devenir stratégiquement plus importante et de connaître une augmentation du trafic maritime, avec des navires empruntant les voies maritimes au large ou faisant escale dans les ports africains.

Reference

6. CNUCED, « 50 years of Review of Maritime Transport, 1968-2018: Reflecting on the past, exploring the future », Transport and facilitation Series N° 10 [en anglais uniquement].

c. Trafic des navires-citernes

En valeurs absolues, le trafic mondial des navires-citernes n'a cessé d'augmenter depuis les années 1970. En 2017, le commerce de pétrole brut était responsable de 17,5 % de la croissance du trafic maritime en tonnes-milles⁷. Toutefois, les navires-citernes pèsent actuellement moins qu'auparavant dans le trafic maritime total. En 1970, par exemple, le pétrole et le gaz représentaient environ 55 % de l'ensemble du commerce maritime, contre environ 30 % en 2017.

Reference

7. CNUCED, Étude sur les transports maritimes, 2018. Données pour 2017.



d. Accidents dans la région

Ces dernières décennies, la région a connu deux accidents majeurs, en 1983 (Castillo de Bellver) et en 1991 (ABT Summer). Tous deux figurent dans la liste des 20 déversements d'hydrocarbures les plus graves de l'histoire. Toutefois, la majorité des déversements dans la région sont de moindre ampleur et difficiles à répertorier. La Fédération internationale des propriétaires de navires-citernes pour la lutte contre les déversements accidentels d'hydrocarbures (ITOPF) publie des données⁸ relatives aux déversements de 7 tonnes ou plus d'hydrocarbures dus à un accident de navire-citerne. Le tableau ci-après résume les données recueillies entre 2000 et 2019.

Les données suivantes indiquent que la majorité des déversements d'hydrocarbures dans la région étaient dus au trafic maritime de navires autres que des navires-citernes. Les potentielles répercussions d'un déversement dépendent de nombreux facteurs, notamment du type et de la quantité de pétrole transporté, qu'il s'agisse d'hydrocarbures de soute (combustible) pour l'ensemble des navires, ou de cargaison dans le cas des navires-citernes.

Reference

8. Avertissement de l'ITOPF concernant les données : « Veuillez noter qu'il existe une variation annuelle considérable de la fréquence des déversements d'hydrocarbures et des quantités de pétrole déversé. Bien que nous nous efforcions d'établir des rapports précis pour chaque événement, nous ne saurions garantir que les informations reçues de la presse spécialisée et d'autres sources sont complètes et exactes. Le nombre d'incidents, les volumes de pétrole déversé et toutes autres données s'appuient sur les informations les plus récentes. Par conséquent, les informations fournies doivent être considérées avec prudence. »



ANNÉE	PAYS	VOLUME (si connu)	TYPE DE NAVIRE
2000	AFRIQUE DU SUD	–	Autre navire
2001	CAMEROUN	7-700 tonnes	Navire-citerne
2002	AFRIQUE DU SUD	7-700 tonnes	Autre navire
2005	NAMIBIE	–	Autre navire
2009	NIGÉRIA	plus de 700 tonnes	Navire-citerne
2009	NIGÉRIA	–	Navire-citerne
2011	NIGÉRIA	–	Navire-citerne
2013	AFRIQUE DU SUD	–	Autre navire
2013	AFRIQUE DU SUD	–	Autre navire
2016	GHANA	–	Autre navire
2017	CÔTE D'IVOIRE	–	Autre navire
2017	AFRIQUE DU SUD	–	Autre navire
2018	TOGO	7-700 tonnes	Navire-citerne
2018	CAMEROUN	7-700 tonnes	Navire-citerne
2019	AFRIQUE DU SUD	–	Autre navire

Tableau 1. Source : ITOFF

2. Le GI WACAF, un projet de coopération technique qui profite à tous les acteurs de la région

Renforcer les niveaux de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région pour contribuer à la protection du milieu marin

Le GI WACAF travaille en étroite collaboration avec les autorités nationales compétentes de 22 pays africains, leur apportant son soutien en matière de renforcement de leurs capacités de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures. Ce faisant, il contribue à une meilleure protection du milieu marin dans la région.

Une méthode bénéfique pour tous dans la région

Pour remplir sa mission, le Projet GI WACAF met au point et organise des activités dont l'un des objectifs est de communiquer sur les bonnes pratiques existantes dans tous les aspects de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures, en

s'appuyant sur l'expertise et l'expérience provenant des gouvernements, de l'industrie et d'autres organisations exerçant dans ce secteur spécialisé. Le GI WACAF encourage l'industrie et les gouvernements à travailler ensemble, et les soutient dans cette entreprise.

Les activités du Projet sont soutenues et facilitées par son réseau dédié de points focaux industriels et gouvernementaux. La Conférence régionale du GI WACAF, qui compte parmi les nombreuses activités mises en œuvre, constitue un élément central du système de gestion biennal du Projet. Tous les deux ans, elle réunit les points focaux industriels et gouvernementaux de l'ensemble de la région pour partager leurs expériences, examiner les progrès accomplis et

définir les objectifs prioritaires pour l'exercice biennal suivant. Le GI WACAF collabore avec les autorités nationales pour s'adapter continuellement aux divers besoins des pays partenaires et les intégrer à son travail. Ainsi, les différentes activités organisées par le Projet peuvent prendre la forme d'ateliers ou de formations, de missions de conseil technique ou d'exercices.

Le GI WACAF adopte une approche systémique en trois étapes, qui permet de développer un système national efficace de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures, en s'appuyant toujours sur les progrès obtenus : →

- 1. Tout d'abord, établir un cadre législatif et réglementaire, base d'un système national de préparation et de lutte efficace ;**
- 2. Ensuite, encourager les pays à mettre en place des politiques, des procédures et des outils pour l'application du cadre législatif et réglementaire ;**
- 3. Enfin, reconnaître l'importance des aspects transversaux, tels que la coopération transfrontalière et la mise en place de procédures pour faciliter l'assistance internationale, comme des éléments essentiels à une approche réussie.**

En contribuant à la mise en œuvre effective des accords internationaux et conventions pertinentes, le GI WACAF aide les gouvernements et les exploitants à atteindre de hauts niveaux de planification d'urgence, et donc à réduire les conséquences environnementales et sociales en cas de déversement d'hydrocarbures de grande ampleur. Cette approche profite tant à l'industrie qu'aux États.

D'un côté, les pays renforcent leurs capacités de préparation à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures, de l'autre, l'industrie bénéficie de l'amélioration du cadre législatif et institutionnel qui réduit les incertitudes en matière de réglementation et accroît la collaboration avec les autorités compétentes.

3. Mesure des progrès et évaluation des besoins

Principaux indicateurs de performance

Durant les premières années du Projet GI WACAF, un aperçu général de l'état des capacités de préparation et de lutte dans la région a été ébauché. Les informations fournies par les représentants compétents au sein des gouvernements et de l'industrie ont permis de compléter une étude d'analyse des écarts⁹. Les données collectées en 2006 ont été régulièrement mises à jour selon une série d'indicateurs de performance, conformément aux prescriptions de la Convention OPRC de 1990. Depuis 2006, l'utilisation des données soumises par chaque pays durant la Conférence régionale biennale a permis de suivre l'évolution des capacités nationales de préparation et de lutte dans l'ensemble de la région.

Six indicateurs de performance ont été définis pour suivre cette évolution :

1. Désignation des

autorités compétentes :

Le pays a mis en place une autorité nationale désignée pour traiter les questions liées aux déversements d'hydrocarbures.

2. Législation :

Le pays a ratifié les conventions internationales pertinentes, notamment la Convention OPRC de 1990.

3. Plan national d'intervention d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures (PNIU) :

Le pays dispose au moins d'une ébauche de PNIU.

4. Accord régional :

Le pays a signé un accord régional ou sous-régional relatif à la pollution marine.

5. Formation et exercice :

Le pays a mis en place des formations et des exercices de lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national (au moins une fois par an).

6. Ressources nationales :

Le pays dispose de l'équipement et des ressources nécessaires pour faire face de manière adéquate aux risques de déversement d'hydrocarbures.

References

9. Rapport annuel du GI WACAF, 2006

Principaux indicateurs de performance du GI WACAF

Ce graphique représente les résultats des 6 principaux indicateurs de performance et montre les progrès réalisés dans l'amélioration du niveau de préparation et de lutte face aux déversements d'hydrocarbures dans la région depuis 2006. Ainsi, en 2019, les 22 pays ont désigné les autorités responsables en cas de déversement d'hydrocarbures et ont au moins un PNIU provisoire. Ce sont deux éléments clefs d'un système national de préparation et de lutte.

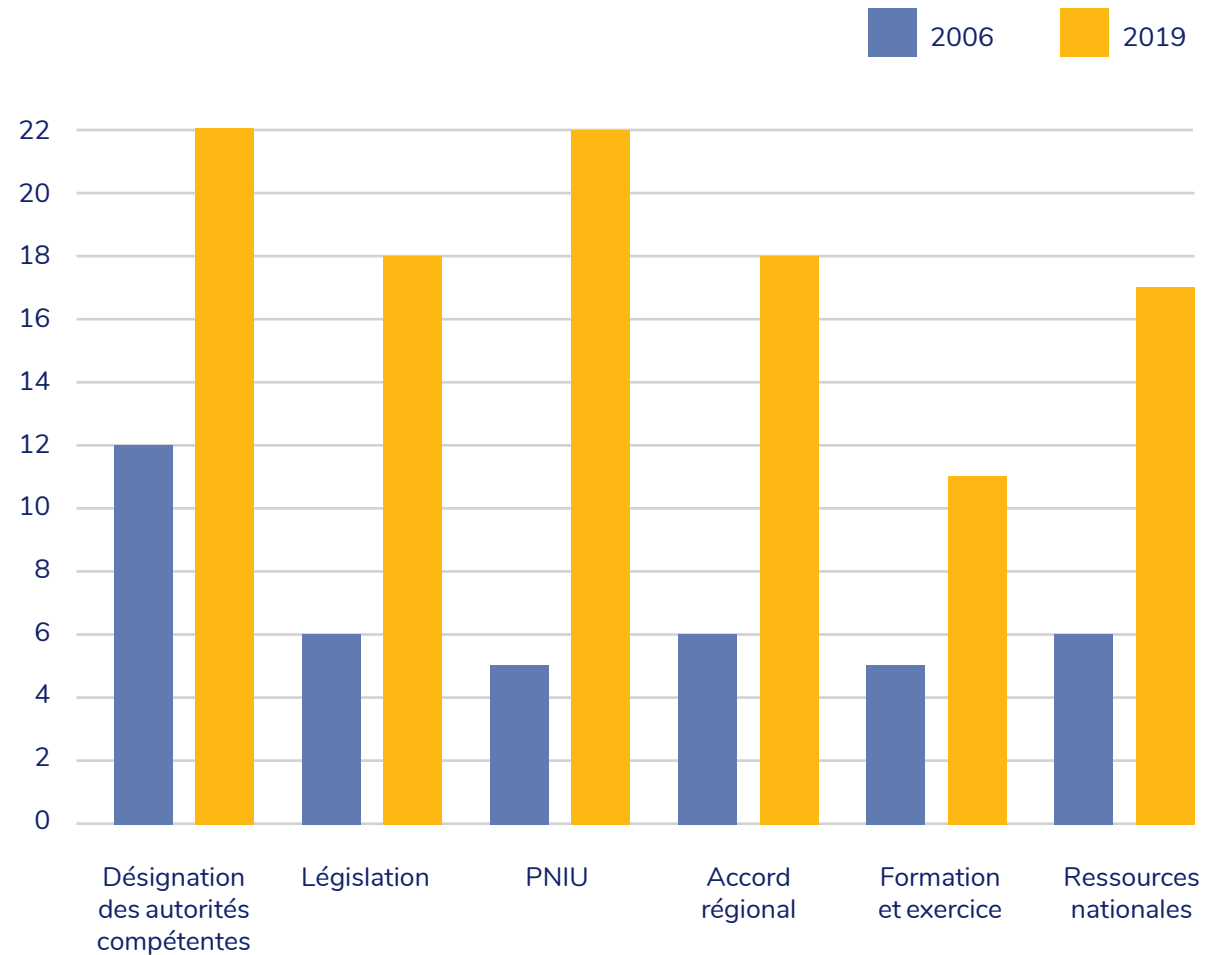


Figure 2. Principaux indicateurs de performance du GI WACAF, 2006-2019

Indicateurs de performance supplémentaires

Si l'ensemble de la région tend à renforcer sensiblement ses capacités de lutte contre les déversements d'hydrocarbures, le rythme de cette évolution varie considérablement selon les pays, certains progressant plus rapidement que d'autres. À cet égard, le programme de travail du Projet s'est grandement diversifié au cours des dernières années, pour répondre aux besoins spécifiques des pays.

Afin d'élaborer une évaluation plus qualitative des progrès réalisés dans le cadre du renforcement des capacités, le Secrétariat a mis au point des indicateurs supplémentaires. Ces indicateurs, qui ont ensuite été approuvés par le Comité directeur en 2015, sont fixés comme suit :

1. Cartes de sensibilité :

Le pays a établi des cartes de sensibilité validées et disponibles.

2. Politique d'utilisation des dispersants :

Le pays dispose d'une politique nationale d'utilisation des dispersants, complète et validée.

3. Évaluation et nettoyage du littoral :

Le pays dispose d'un plan d'intervention en milieu littoral, complet et validé (incluant des stratégies d'évaluation et de nettoyage du littoral).

4. Plan de gestion des déchets :

Le pays dispose d'un plan de gestion des déchets inclus dans le PNIU.

5. Coopération transfrontalière :

Le pays a mis en place un mécanisme de coopération en matière de lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau bilatéral et/ou sous-régional.

6. Système de gestion de crise :

Un système de gestion de crise, inclus dans le PNIU, a été défini pour établir la manière de gérer la lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

Nouveaux indicateurs de performance du GI WACAF

Chacun de ces indicateurs supplémentaires correspond à une politique ou à un aspect qui devrait être inclus dans le PNIU afin d'avoir un document de planification d'urgence complet. Ce graphique montre que les pays mettent actuellement la priorité sur le développement d'un mécanisme robuste de gestion de crise (IMS ou autre système similaire). Il montre aussi que des efforts restent encore à fournir pour améliorer la coopération transfrontalière.

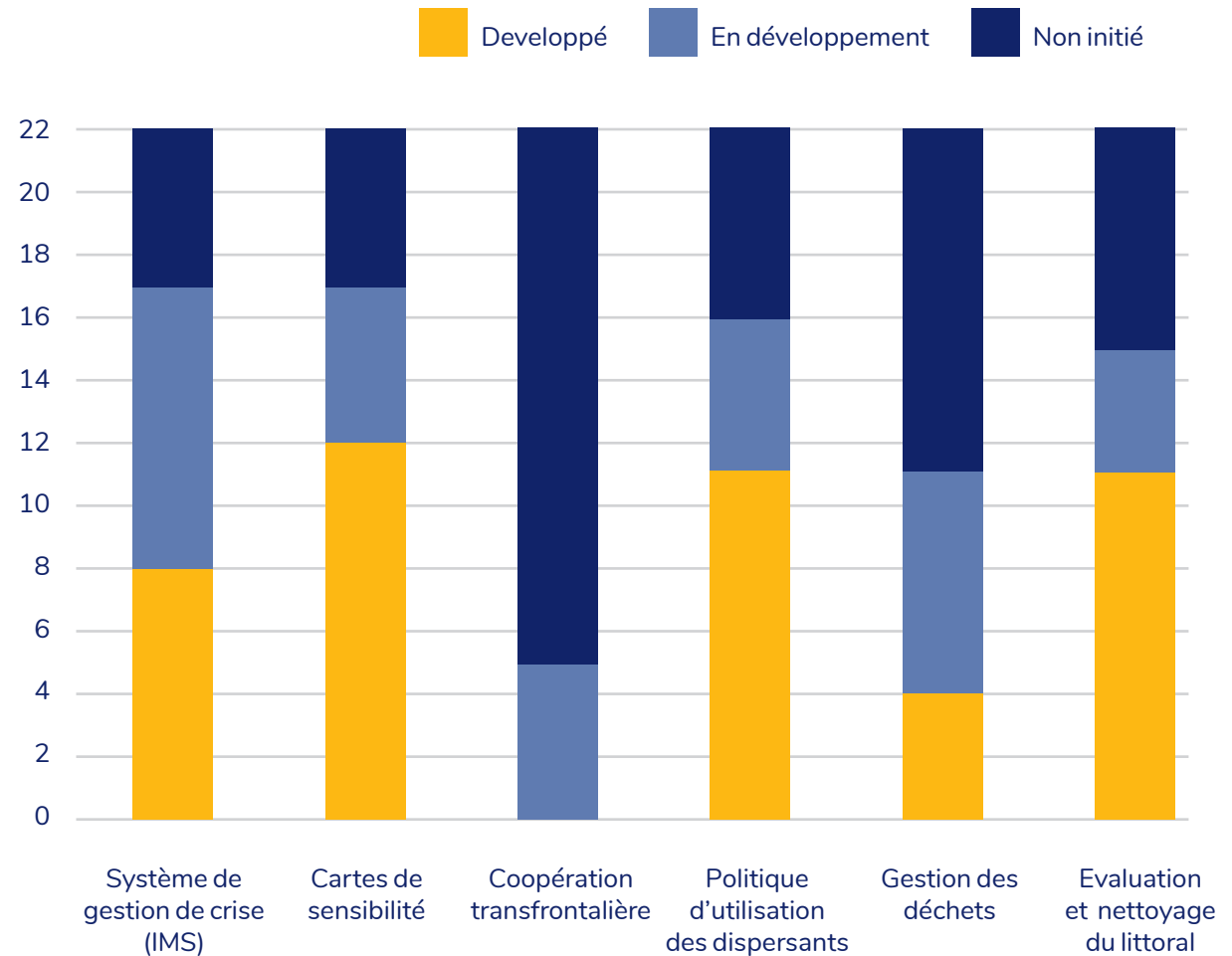


Figure 3. Nouveaux indicateurs de performance du GI WACAF, 2019

Progrès réalisés

120+

activités
organisées

22

pays

5000+

personnes formées



Avec plus de 120 activités organisées dans 22 pays et plus de 5 000 personnes formées, l'approche régionale soutenue du renforcement des capacités adoptée par le GI WACAF a prouvé son efficacité et son importance pour la région.

Depuis 2006, le Projet GI WACAF a organisé plus de 120 ateliers, cours de formation et conférences. Au cours de cette période, des améliorations considérables ont été obtenues en matière de préparation et de lutte dans la région. Les progrès réalisés dans la désignation des autorités nationales responsables des activités de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans chaque pays sont

particulièrement remarquables, tout comme la conception de plans nationaux d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures, désormais en place dans une majeure partie de la région.

Une autre source de fierté est l'implication des pays partenaires dans le Projet, manifestée par l'engagement et l'enthousiasme visibles des points focaux industriels et gouvernementaux, ainsi que des participants aux activités du GI WACAF.

Les avancées en matière de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région semblent témoigner de l'efficacité et de la pertinence du Projet.

**Pour plus d'information sur le Projet GI WACAF,
veuillez consulter la page web :
www.giwacaf.net/fr**